



Au service
des peuples
et des nations

RAPPORT D'ACTIVITES

Projet « Création Emplois et Revenus »

**TROISIEME TRIMESTRE
JUILLET – SEPTEMBRE
2014**

octobre 2014

Date :

Award ID: 00056886

Description :

Le Projet « Création Emplois et Revenus » vise à soutenir les initiatives nationales de réduction du chômage et du sous-emploi des jeunes hommes et jeunes femmes et des femmes.

En appui à la réduction de la pauvreté et en droite ligne avec les orientations de la SCAPE et de la Politique Nationale de l'Emploi, les interventions du projet seront concentrées sur l'opérationnalisation du nouveau cadre national de promotion de l'emploi des jeunes et des femmes. L'assistance envisagée constitue un catalyseur en vue de la constitution d'une plateforme SNU d'appui à la promotion de l'emploi par le biais d'un projet conjoint rassemblant les agences du SNU (FAO, BIT, ONUDI, FIDA). La mise en place de ce guichet appui/conseil nécessite de soutenir : (i) l'harmonisation et l'intégration des initiatives via un cadre de dialogue social et le renforcement des capacités de gestion institutionnelles et des structures parapubliques ; (ii) le renforcement du partenariat public-privé pour la promotion de l'entrepreneuriat et de l'auto-emploi, et des mesures alternatives génératrices d'emplois, y compris les emplois verts et le volontariat national.

L'approche adoptée vise le fonctionnement simultané du guichet appui/conseil et du guichet de financement pour promouvoir l'emploi des jeunes et des femmes via la création de micro et petites entreprises et la consolidation des initiatives existantes.

Plus spécifiquement, le projet vise à réaliser trois produits :

1. Le renforcement des capacités des jeunes et des femmes génère des initiatives d'entrepreneuriat ;
2. Une coalition nationale contribue à la promotion de l'entrepreneuriat, de l'employabilité des jeunes et des femmes ;
3. Les systèmes de financement décentralisés sont renforcés pour offrir des services adaptés aux jeunes et aux femmes vulnérables.

Agence ou Partenaire de mise en œuvre :

- Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD)
- Ministère du développement à la Base, de l'Artisanat, de la jeunesse et de l'Emploi des Jeunes (MDBAJEJ)
- Ministère du travail, de l'Emploi et de la sécurité Sociale (MTESS)

Période couverte : Juillet-septembre 2014

Section 1 : Mise en œuvre du projet

Actualisation des risques liés au projet :	Environnement du projet et mise à jour des problèmes existants :
<ul style="list-style-type: none">- Normalisation des procédures de transferts de fonds auprès des partenaires d'exécution nationaux	<ul style="list-style-type: none">- Signature tardive de la convention ;- Difficultés à convenir d'une programmation commune avec les agences onusiennes intervenant dans le domaine de l'emploi ;- Avènement de l'année électorale 2015 pouvant perturber la mise en œuvre des activités

Section 2 : Performances du projet (par produit)

PRODUIT 1 : Une coalition nationale contribue à la promotion de l'entrepreneuriat, de l'employabilité des jeunes et des femmes et du volontariat national

Description : ce produit intègre trois composantes majeures. La première vise le renforcement des capacités institutionnelles et le développement des outils programmatiques pour assurer la mise en œuvre du dispositif national de promotion de l'emploi en faveur des jeunes, hommes et femmes, et des groupes vulnérables. Le second volet concerne l'adoption et l'opérationnalisation progressive d'un cadre de dialogue social et d'échanges entre les services

publics et les opérateurs privés pour soutenir l'insertion socio-professionnelle des jeunes hommes et jeunes femmes. Les efforts se concentreront sur le renforcement des capacités des structures d'intermédiation sur le marché du travail une approche clientèle auprès des opérateurs économiques privés. Enfin le dernier volet concerne le soutien aux mesures alternatives d'emplois en faveur des jeunes, à travers l'opérationnalisation de l'agence nationale du Volontariat Togolais et le soutien au recrutement et au placement des volontaires nationaux.

Objectifs du trimestre :

- *Elaboration du plan d'actions pour l'insertion des personnes en situation d'handicap*
- *Elaboration de la stratégie de mobilisation des ressources sur le programme emploi jeunes*
- *Tenue du conseil interministériel pour la révision et l'adoption du décret sur les modalités d'agrément des agences de placement privées*
- *Adoption des statuts de la coalition nationale pour l'emploi des jeunes*
- *Renforcement des capacités des agents des structures d'intermédiation en négociation et approche clientèle*
- *Mobilisation des compétences techniques et formation des partenariats pour la mise en place de protocole d'accords public/privé*
- *Organisation d'une journée trimestrielle métier/emploi en collaboration avec les opérateurs privés*
- *Collecte et traitement par l'Observatoire de l'Emploi des données relatives aux emplois générés par la mise en œuvre de la SCAPE*
- *Elaboration des outils de gestion de l'ANVT: Manuel de procédures de gestion et plan stratégique opérationnel*
- *Recrutement, formation et déploiement des Volontaires Nationaux*
- *Poursuite de la mobilisation des candidats et des structures d'accueil*
- *Suivi et accompagnement des volontaires nationaux par les VNU (10 VNUU)*
- *Organisation de deux (2) missions de suivi & supervision des activités sur le terrain*
- *Atelier de rencontres entre les acteurs de mise en œuvre du PROVONAT*

Produits attendus de l'activité :

- Les capacités et les outils programmatiques pour la mise en œuvre du dispositif institutionnel de promotion de l'emploi en faveur des jeunes et des groupes vulnérables sont renforcées ;
- L'adoption des statuts de la coalition nationale pour l'emploi des jeunes permet de disposer d'un cadre de dialogue social et d'échanges entre les services publics et les opérateurs privés pour soutenir l'insertion socio-professionnelle des jeunes hommes et des jeunes femmes;
- L'opérationnalisation de l'Agence Nationale pour le Volontariat au Togo est effective.

Dates de démarrage et de fin de l'activité : avril 2014 – septembre 2014

Rapport d'avancement à la date de fin de l'activité :

Activité I : Les capacités et les outils programmatiques pour la mise en œuvre du dispositif institutionnel de promotion de l'emploi en faveur des jeunes et des groupes vulnérables sont renforcées

Concernant le développement des outils programmatiques, le recrutement du consultant chargé d'élaborer le **plan d'action en faveur de l'insertion des personnes handicapées sur le marché du travail** est effectif. La mission a démarré le 11 août 2014 et devait se conclure le 26 septembre 2014. Les travaux sont conduits avec l'assistance du comité technique mis en place et rassemblant les différentes directions ministérielles traitant de l'insertion des personnes handicapées (DGE, ANPE, Action sociale) et les partenaires techniques tels que Handicap International, GIZ, FETAPH. Le consultant a déjà déposé le projet du plan d'action pour l'insertion des personnes en situation d'handicap à la DGE. La validation technique du plan devrait se conclure d'ici fin octobre 2014.

L'appel à candidature du consultant national pour **l'élaboration de la stratégie de mobilisation des ressources du programme emploi jeunes (PEJ)**, n'a pu aboutir après trois relances successives. Le Ministère en charge a validé la réaffectation des ressources initialement programmées sur les activités de la coalition nationale pour l'emploi des jeunes et à hauteur de 15.000 USD, pour procéder au **recrutement d'un consultant international**. L'appel à candidature a été lancé conséquemment par les services du PNUD et la date de clôture est fixée au 8 octobre 2014.

Activité II : L'adoption d'un cadre de dialogue social et d'échanges entre les services publics et les opérateurs privés soutient l'insertion socio-professionnelle des jeunes hommes et jeunes femmes.

Produits attendus de l'activité :

df

- Le conseil interministériel pour la révision et l'adoption du décret sur les modalités d'agrément des agences de placement privées
- Une journée trimestrielle métier/emploi est organisée en collaboration avec les opérateurs privés
- Le cadre de dialogue social et d'échanges entre les services publics et les opérateurs privés soutenant l'insertion socio-professionnelle des jeunes hommes et jeunes femmes est adopté ;

Dates de démarrage et de fin de l'activité : avril 2014 – novembre 2014

Rapport d'avancement à la date de fin de l'activité :

La tenue du *conseil interministériel pour la révision et l'adoption du décret sur les modalités d'agrément des agences de placement privées*, n'a toujours pas été programmée et planifiée par la Direction Générale de l'Emploi (DGE). Les membres du conseil n'ont toujours pas été nommés. Parallèlement et en droite ligne avec les objectifs de l'activité, le PNUD a soutenu les activités engagées par l'ANPE et le BIT pour l'organisation de sessions de travail devant aboutir à l'élaboration de contrat-type, la mise en place d'une procédure de recrutement ou de placement propre au *secteur du travail domestique et l'établissement d'un partenariat public/privé entre les acteurs du secteur*. Le montant alloué à l'activité est de 2.026.500 Fcfa. L'activité engagée en septembre 2014 devrait se conclure fin octobre 2014.

Concernant *l'organisation des journées métiers/emplois*, la DGE a également lancé la planification de la « *semaine de l'emploi* » en instituant un comité technique et divers commissions pour l'organisation de l'activité. Cette dernière devrait se tenir à la mi-décembre 2014. Les fonds mis à disposition de la DGE et initialement programmés pour les activités des journées d'échanges de la DGE, d'un montant de 1.695.000 Fcfa, sont en cours de réaffectation auprès du PNUD afin que ces derniers puissent être réalloués à la semaine de l'emploi. L'ANPE qui avait d'ores et déjà programmé des activités similaires, initialement planifiées pour octobre 2014, compte intégrer ses activités à celle de la DGE et de la semaine de l'emploi. Les fonds mis à disposition de l'ANPE, d'un montant de 5.924.500 Fcfa tout comme ceux de la DGE, seront transférés au PNUD pour être réaffectés conséquemment à la semaine de l'emploi.

En dernier lieu ; les activités relatives à la mise en place et *l'opérationnalisation de la Coalition Nationale pour l'Emploi des Jeunes*, n'ont pu démarrer dans les délais impartis. Le décret portant création de la CNEJ n'a pas encore été signé. Les termes de référence ont été soumis par la Direction de l'Emploi des Jeunes pour effectuer une mission d'échanges du secrétariat permanent, associant les collaborateurs de l'ANPE et de la Direction de l'Emploi des Jeunes. L'objectif initial était de promouvoir les mécanismes de partenariat public/privé centrés sur des secteurs générateurs d'emplois. Toutefois, la proposition technique avancée par le Secrétariat n'a pu être validée, conformément aux objectifs visés.

Les activités engagées par *l'Observatoire de l'Emploi pour la collecte des données relatives aux emplois générés par la mise en œuvre de la SCAPE* depuis juillet 2014 se poursuivent conformément au chronogramme. L'atelier de formation sur les outils et la méthodologie de collecte des données s'est tenu le 28 août 2014. Les activités doivent se conclure fin octobre 2014.

Activité III : L'opérationnalisation de l'Agence Nationale pour le Volontariat au Togo est effective

Produits attendus de l'activité :

- L'ANVT dispose des outils de gestion appropriés: manuel de procédures de gestion et plan stratégique opérationnel
- Le soutien au recrutement, à la formation et au déploiement des Volontaires Nationaux est effectif
- L'accompagnement et le suivi des volontaires nationaux des nations unies est effectif
- Une mission de suivi & supervision des activités sur le terrain est assurée

Dates de démarrage et de fin de l'activité : janvier 2014 – décembre 2014

Rapport d'avancement à la date de fin de l'activité :

Dans la perspective de l'opérationnalisation effective de l'Agence National de Volontariat du Togo (ANVT), il était important de la doter de documents de gestion notamment un manuel de procédures et de gestion et un plan stratégique opérationnel. Au cours de ce trimestre le processus en vue de l'élaboration de ces deux documents a été lancé. Le consultant chargé de l'élaboration du manuel de procédures a été recruté et l'appel à candidature pour le

4

recrutement de celui chargé de l'élaboration du plan stratégique opérationnel a été lancé. Les deux documents seront disponibles au cours du dernier trimestre.

Dans le cadre du suivi accompagnement des volontaires nationaux sur le terrain, les dix (10) Volontaires Nations Unies (VNU) nationaux affectés au niveau des cinq (05) CRV à cet effet, ont régulièrement poursuivi leurs activités et ont reçu leurs allocations de subsistance dans le cadre de l'appui au projet et du PNUD.

Enfin au cours de ce trimestre, une nouvelle vague de 750 volontaires a été sélectionnée et formée. Ces volontaires prendront service au cours du mois d'octobre 2014.

% d'avancement à la date de fin de l'activité : 29.20%

Critère de qualité	Date	Résultat (s) de(s) Activité(s)		
		Appréciation du Bénéficiaire	Etat des ressources affectées	Respect du délai d'exécution
Elaboration du plan d'actions pour l'insertion des personnes en situation d'handicap	11 août – mi-octobre 2014	Mission en cours	1 952 600,00 Fcfa (3 981,66 USD)	Non-respecté
Elaboration de la stratégie de mobilisation des ressources sur le programme emploi jeunes	Mai- septembre 2014	Appel à candidature à l'international avec révision budgétaire portant à la hausse le budget disponible à 25.000 USD	Paiement direct	Non respecté
Conseil interministériel pour la révision et validation du manuel de procédures pour l'obtention d'agrément pour les bureaux de placements payants	Non-planifié	Non réalisé	Non-décaissé	Non respecté
Adoption des statuts de la coalition nationale pour l'emploi des jeunes	9 juillet 2014	Décret portant création de la coalition adopté par le conseil des ministres	PM	En cours de signature
Organisation d'une journée trimestrielle métier/emploi en collaboration avec les opérateurs privés	Septembre 2014	Les ressources mises à disposition seront réaffectées au PNUD pour le financement de la semaine de l'emploi	6.417.200 Fcfa (13.518,96 USD)	Non-respecté Activité reportée sur décembre 2014, dans le cadre de la Semaine de l'Emploi
Elaboration du plan d'actions pour l'insertion des personnes en situation d'handicap	11 août – 26 septembre 2014	Mission en cours d'exécution	Paiement direct 1.952.600 Fcfa (3.981,66 USD)	Délai mission non-respecté
Renforcement des capacités des agents des structures d'intermédiation en négociation et approche clientèle	septembre 2014	TDR soumis non-validé	Non-décaissé	Non Respecté
Mobilisation des compétences techniques et formation des partenariats pour la mise en place de protocole d'accords public/privé	Septembre – octobre 2014	Organisation de sessions de travail pour l'élaboration de contrat-type sur le travail domestique et l'établissement d'un partenariat public/privé entre	Demande remboursement de l'ANPE accordée dès finalisation de l'activité 2 026 500,00 F CFA (4 132,36 USD)	Respecté

			les acteurs du secteur			
Elaboration du manuel de procédures et de gestion de l'ANVT		1 octobre – 25 novembre 2014	Recrutement du consultant national effectif.	Paiement direct		Respecté
Poursuite de la mobilisation des candidats et des structures d'accueil		Janvier – décembre 2014	Processus continu	PM		Respecté
Suivi et accompagnement des volontaires nationaux par les VNU (10 VNNU)		Janvier-décembre 2014	Réalisée au niveau des CRV	56.722 USD		Respecté
Résumé financier : activité I – Renforcement des capacités institutionnelles						
Account	Fund	Donor	Agent de Mise en œuvre	Budget USD	Dépenses	Balance
71300	04000	00012	PNUD	12 000	3.981,66	8.018,34
71200	04000	00012	PNUD	10 000		
Résumé financier : activité II – Coalition nationale pour l'emploi des jeunes						
Account	Fund	Donor	Agent de Mise en œuvre	Budget USD	Dépenses	Balance
72100	04000	00012	GVT	43 000		
71300	04000	00012	PNUD	25 000		
Résumé financier : activité III – Opérationnalisation de l'ANVT						
Account	Fund	Donor	Agent de Mise en œuvre	Budget USD	Dépenses	Balance
74200	04000	00012	GVT	16 700		
71300	04000	00012	GVT	20 000		
71500	04000	00012	PNUD	95 000	56.722	38.278

PRODUIT 2 : Le renforcement des capacités des jeunes et des femmes génère des initiatives entrepreneuriales

Description : Les demandeurs d'emploi sont insuffisamment préparés pour accéder facilement au marché de l'emploi et s'insérer dans la vie active, et l'émergence et le développement d'un esprit entrepreneurial s'avère être une solution idoine. Les apports techniques et financiers viendront en appui aux structures publiques et parapubliques d'ores et déjà existantes pour soutenir la formation des jeunes et des femmes, notamment en milieu rural, sur les techniques en création et gestion d'entreprises. La maîtrise du parcours d'insertion socio-professionnel, tout comme le renforcement des mécanismes de coordination et d'exécution du Ministère en charge sont également des éléments clés pour assurer le déploiement d'une offre de services intégrés.

Objectifs du trimestre :

- Mise en place d'une cellule d'appui à la mise en œuvre nationale pour la promotion de l'emploi des jeunes (CAMINA/EJ)
- Elaboration du guide méthodologie pour la maîtrise du parcours d'insertion socio-professionnelle
- Formation et suivi des promoteurs pré- et post financement (FAIEJ)
- Constitution du pool des formateurs GERME au niveau local
- Soutien à la mise en place du centre de promotion des affaires en collaboration avec la FEFA

Produits attendus de l'activité :

- Les capacités du dispositif public et parapublic d'incitation à l'entrepreneuriat sont renforcées en faveur des jeunes et des femmes ;

Dates de démarrage et de fin de l'activité : juillet 2014 – septembre 2014

Rapport d'avancement à la date de fin de l'activité :

S'agissant de la CAMINA/EJ cette action devant venir en appui au secrétariat permanent de la coalition qui n'est pas

encore en place. Elle devrait être reprogrammée, selon les priorités du Ministère en charge de l'Emploi des Jeunes.

Le processus de recrutement d'un consultant national pour l'**élaboration du guide méthodologique**, a été lancé après approbation des termes de référence par l'ANPE, la DGE et le PNUD. L'appel à candidature est en cours et est géré par l'ANPE. La mission devrait débuter d'ici la mi-octobre 2014 pour une durée de 6 semaines.

De son côté l'ANPE a également procédé à la planification des activités convenus dans le cadre de la **formation GERME**. L'activité accuse un retard des près de trois mois en raison notamment de la non-disponibilité des formateurs devant être mobilisés par le BIT Dakar. Soucieux d'accélérer l'exécution de l'activité et de justifier les ressources mises à disposition dans les délais impartis, l'ANPE procède à l'organisation logistique et à l'achat des matériaux pédagogiques. Par ailleurs, les frais relatifs à l'organisation ont été revu par l'équipe technique du BIT et **le budget prévisionnel, initialement de 7.718.850 Fcfa a été réajusté à la hausse pour un montant global estimatif de 12.451.850 Fcfa**. Les formations seront dispensées d'ici fin octobre mi-novembre 2014. De son côté la Direction générale de l'Emploi a tenu le 12 août 2014, un atelier sur **l'appropriation des instruments juridiques de l'emploi et plus spécifiquement sur le code du travail**. Les rapports de l'activité et les justificatifs financiers ont été transmis conformément et traités.

Concernant la formation en pré-crédation d'entreprise conduite par le FAIEJ auprès de 400 jeunes entrepreneurs, les formations se sont effectivement déroulées au courant du mois d'août et septembre 2014 dans les communes de Kpalimé ; Kara et Dapaong. Un premier rapport d'activité et financier a été soumis le 25 septembre 2014 ; à hauteur de 7.333.081 Fcfa. Le second rapport, concernant essentiellement les formations dans la région Maritime, doit être soumis d'ici fin octobre 2014. Enfin, le remboursement sollicité des formations effectuées à l'égard des 100 **jeunes entrepreneurs dans le domaine des emplois verts a été validé et traité pour un montant justifié de 4.685.100 Fcfa**. Le FAIEJ a par ailleurs soumis une demande de financement pour la prise en charge des événementiels sur le **Prix de l'Innovation**. Une réunion technique a été tenue avec le comité pour affiner les critères de sélection et les résultats de l'activité. La requête révisée est en cours de traitement par le FAIEJ et devrait être soumise pour le mois d'octobre 2014.

Enfin, l'équipe de l'ANPE associée à la FEFA, Fédération des Femmes d'Affaires, avec l'appui technique du PNUD, a procédé à la validation technique interne de **l'étude de faisabilité et l'élaboration d'un document de projet pour la mise en place d'un incubateur d'entreprises pour les femmes**. Le lancement du processus a été initié le 4 août 2014 et s'est conclu le 15 septembre 2014. Le document doit être révisé pour tenir proprement compte des aspects institutionnels et des engagements potentiels avec les partenaires techniques et financiers. Le document devra également être présenté aux diverses parties prenantes et acteurs impliqués dans la pré- et post-crédation d'entreprises

% d'avancement à la date de fin de l'activité : 37,32%

Activités	Date	Résultat (s) de(s) Activité(s)		
		Appréciation du Bénéficiaire	Etat des ressources affectées	Respect du délai d'exécution
Mise en place d'une cellule d'appui à la mise en œuvre nationale pour la promotion de l'emploi des jeunes (CAMINA/EJ)	Mai- novembre 2014	Processus reporté selon les priorités du Ministère en charge	PM	Non respecté
Elaboration du guide méthodologie pour la maîtrise du parcours d'insertion socio-professionnelle	Octobre – novembre 2014	Recrutement en cours. Activité programmée pour le 4 ^{ème} trimestre.	Païement direct	respecté
Atelier sur l'appropriation des instruments juridiques et le code du travail	12 août 2014	Activité réalisée	492.700 Fcfa (989,14 USD)	respecté
Formation et suivi des promoteurs pré- et post financement (FAIEJ)	Août – Septembre 2014	Remboursement pour les 100 jeunes	4.685.100 Fcfa (9.405,81 USD)	Délai respecté. Retard accusé pour la transmission des rapports financiers des formations

		entrepreneurs sur les emplois verts. Soumission et traitement du rapport initial	7.333.081 Fcfa (14.721,90 USD)	adressées aux 400 jeunes entrepreneurs. Rapport partiel de 7.333.081 Fcfa
Constitution du pool des formateurs GERME au niveau local	Octobre – novembre 2014	Mise à disposition des ressources effective et révision budgétaire validée	Non-justifiée	Activité réalisée en collaboration avec le BIT et selon les disponibilités de l'expertise souhaitée. Délai non respecté.
Soutien à la mise en place du centre de promotion des affaires en collaboration avec la FEFA	4 août 2014 au 15 septembre 2014	Etude de faisabilité et projet de document disponibles	10.225 USD	Délai respecté

Résumé financier : activité I – Capacités entrepreneuriales des jeunes et des femmes

Account	Fund	Donor	Agent de Mise en œuvre	Budget USD	Dépenses	Balance
71300	04000	00012	PNUD	20 000	10.225	9.775
72100	04000	00012	GVT	90 000	25.116,85	64.883,15
74200	04000	00012	GVT	9 000	9 064,91	-64.91

PRODUIT 3 : Les SFD et le FAIEJ sont renforcés pour offrir des services adaptés aux jeunes et aux femmes vulnérables.

Description : Le PNUD appuiera le développement de la finance inclusive en partenariat avec le Fonds d'Équipement des Nations Unies (UNCDF). Il s'agira à terme d'asseoir avec le Fonds National de Finance inclusive (FNFI) et les autres prestataires de services financiers intervenant sur le secteur tel que le FAIEJ, un dispositif de financement de proximité dans les zones opérationnelles en vue de développer les micro- et petites entreprises.

Objectifs du trimestre :

- Soutien à la professionnalisation et au renforcement des capacités de la Direction de la Promotion de la Finance Inclusive (DPFI) et des Organes du Fonds national de Finance Inclusive (FNFI : recrutement du conseiller technique, visites d'échanges techniques des directeurs centraux, opérationnalisation de l'agence de Kara ;
- Lancement du processus diagnostique et de l'exercice MAP ;
- Effectuer une étude pour la mise en place du mobile banking ;
- Elaboration de la stratégie d'assainissement

Activité I : Les capacités des structures de financement décentralisées sont renforcées

Dates de démarrage et de fin de l'activité : avril 2014 – novembre 2014

Rapport d'avancement à la date de fin de l'activité :

La mise à disposition des ressources a été engagée pour trois activités à savoir, **les voyages d'étude des cadres techniques du FNFI au Bénin et en République Démocratique du Congo**. Les voyages d'études ont été réalisés et justifiés

pour un montant global de 19.329, 46 USD. Les fonds dédiés à l'équipement de la Direction de Promotion de la Finance Inclusive, ont été mis à profit pour soutenir ***l'appui institutionnel et assurer l'ouverture de l'agence de Kara*** qui sera dotée en équipements informatiques, bureautiques et électriques à hauteur de 30.000 USD. Le lancement effectif des activités de l'agence de Kara a été effectué le 9 août 2014. Les rapports financiers sur l'achat des équipements ont été transmis et traités à hauteur de 11.953.000 Fcfa ; soit 23.996,85 USD.

Considérant le retard accusé dans le recrutement et la prise de fonction du Conseiller technique national, le FNFI a sollicité avec l'accord préalable du PNUD et UNCDF, que le reliquat budgétaire, soit mis au profit de ***l'étude pour l'acquisition du Système d'Information de Gestion (SIG) du FNFI*** et plus spécifiquement pour la prise en charge des frais de mission (estimé à 8 millions de FCFA soit 17.000 USD) de l'expert en SIG choisi par le FNFI en étroite collaboration avec la BCEAO pour appuyer les Autorités togolaises dans le cadre de la sélection du SIG du FNFI. Cette activité a été engagée et le FNFI doit soumettre le contrat auprès du PNUD pour procéder au paiement direct

Concernant le processus de ***recrutement du Conseiller Technique National auprès de la Direction de Promotion de la Finance inclusive***, le Ministère en charge du processus a transmis le rapport assorti du procès-verbal de sélection du candidat le 25 septembre 2014. En l'absence de l'institutionnalisation formelle de la DPFI, le Ministère convient du rattachement du Conseiller Technique National auprès du Fonds National de Finance Inclusive. Le dossier est en cours de traitement pour solliciter l'établissement effectif du contrat selon les règles et procédures en vigueur au niveau national.

Le FNFI avec l'accord de UNCDF et du PNUD a souhaité mettre à profit les fonds alloués à ***l'exercice MAP pour organiser la semaine de la finance inclusive***. Les termes de référence accompagnés du budget prévisionnel ont été soumis et validés pour un montant total de 9.882.443 Fcfa, qui se tiendra à la mi-octobre 2014. Il s'agit d'organiser un atelier de sensibilisation dénommé « ATELIER MAP » qui permettra aux personnes ressources d'entretenir l'ensemble des parties prenantes sur les thèmes liés ou apparentés à la thématique MAP et convenir des étapes requises sur le processus diagnostic.

Concernant la ***stratégie d'assainissement du secteur de la microfinance***, les termes de références ont été soumis, révisés conjointement et validés par le PNUD, UNDF et la CASIMEC. L'appel à candidature géré par le PNUD a été lancé. La date de clôture est fixée au 8 octobre 2014.

Enfin, la mission qui devait être conduite ***sur l'étude de faisabilité du mobile banking*** fin août 2014 a été reportée en raison de l'indisponibilité de l'expertise devant être mise à disposition par UNCDF. L'appel à candidature a été relancé par UNCDF. S'en suivra le partager des résultats lors d'un atelier puis l'élaboration d'un plan de travail sur le Mobile Banking au Togo, à l'attention du Comité Technique Interministériel (CTIM) déjà mis en place à cet effet.

l'étude sur le Mobile Banking % d'avancement à la date de fin de l'activité : 35.26%

	Date	Résultat (s) de(s) Activité(s)		
		Appréciation du Bénéficiaire	Etat des ressources affectées	Respect du délai d'exécution
Soutien à la professionnalisation et au renforcement des capacités de la Direction de la Promotion de la Finance Inclusive (DPFI) et des Organes du Fonds national de Finance Inclusive (FNFI : recrutement du conseiller technique, visites d'échanges techniques des directeurs centraux, opérationnalisation de l'agence de Kara ;	Juin-juillet 2014	Mise à disposition des ressources pour la réalisation de deux (2) voyages d'études au Bénin et en RDC	9 479 129,00 Fcfa (19.329,46 USD)	Délai non –respecté pour le recrutement du CTN. Reliquat budgétaire mis à profit de l'étude SIG. Activités en cours d'exécution et ressources mises à disposition. Les justifications sont attendues pour un montant global de 48.107 USD
		Dotation en équipement de l'agence de Kara. Mise à disposition effective des ressources	11.953.000 Fcfa (23.996,85 USD)	
Lancement du	Octobre 2014	Requête transmise pour	Mise à disposition des	En cours de traitement

		MAP lors de la semaine de la finance inclusive (9.882.443 Fcfa)		
Recrutement du conseiller technique national	Septembre – décembre 2014	Transmission du PV de sélection du candidat	Paiement direct	Requête en cours de traitement
Etude pour l'acquisition du Système d'Information et de Gestion (SIG)	Septembre novembre 2104	Mission en cours d'exécution	Non décaissé Paiement direct	Mission en cours d'exécution
Elaboration de la stratégie nationale d'assainissement du secteur de la microfinance	Septembre – novembre 2014	Appel à candidature en cours.	Paiement direct	Délai non-respecté
Effectuer une étude pour la mise en place du mobile banking	Juin- septembre 2014	Relance du processus de recrutement. Expertise non disponible	Non-décaissé Paiement direct	Non-respecté
Unité d'appui au MAP et aux activités transitoires	Mars-décembre 2014	Frais relatifs à l'équipe de gestion administrative	Paiement direct 22.251,80 USD	respecté

Résumé financier : activité I – Les capacités des structures de financement décentralisées sont renforcées

Account	Fund	Donor	Agent de Mise en œuvre	Budget USD	Dépenses	Balance
72100	04000	00012	PNUD	20 000		
71400	04000	00012	PNUD	66 000	22.251,80	43.748,20
71600	04000	00012	PNUD	40 000	19.329,46	20.670,54
72200	04000	00012	PNUD	30 000	23.996,85	6.003,15
71200	04000	00012	PNUD	30 000		

1. Rapport d'avancement

La mise en œuvre du PTA connaît quelques contraintes évidentes, toutefois des avancés sont faites au cours du trimestre et des résultats pertinents ont été enregistrés sur certaines activités. L'adoption du décret portant création de la coalition nationale pour l'emploi des jeunes et la mise en place progressive des outils de gestion de l'agence nationale de volontariat au Togo, permettent de disposer des préalables pour la poursuite des activités et l'atteinte de certains objectifs clés du plan de travail 2014. Nombreuses activités sont reportées ou sont en attente de finalisation sur le 4^{ème} trimestre.

2. Problèmes et difficultés rencontrés

Des contraintes ont été relevées dans la mise en œuvre des actions du PTA. Entre autres :

- ✓ L'adoption tardive du décret sur la coalition nationale pour l'emploi des jeunes, non signé à ce jour ;
- ✓ Difficulté à mobiliser des compétences nationales pour les études à conduire : stratégie de mobilisation des ressources du programme emploi jeunes, plan stratégique de l'ANVT, stratégie d'assainissement du secteur de la microfinance, étude de faisabilité sur le mobile banking;
- ✓ Evolution de certaines priorités des partenaires d'exécution, notamment sur le volet de l'emploi des jeunes;
- ✓ Difficulté de coordination et de concertation entre les partenaires d'exécution concernés par le PTA.

3. Risques possibles

Le retard observé dans l'exécution de certaines activités, pourrait pénaliser l'atteinte effective des résultats et impacter négativement le taux de décaissement annuel. Par ailleurs, le pays est à la veille d'une année électorale, la mise en œuvre de certaines activités risque d'être perturbée au cours du dernier trimestre de l'année 2014.

4. Signatures

For the project management : Ministère du Développement à la base, de l'Artisanat, de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes	
Name :	Yawotse VOVOR
Titre :	Le Directeur du Cabinet
Signature :	  Date : 12 8 NOV 2014
For the project management : Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité Sociale	
Name :	A.K. BATCHEY
Titre :	DIRECTEUR GENERAL DE L'EMPLOI
Signature :	  Date : 03 DEC 2014
For UNDP :	
Name :	Khardiata Lo N'Diaye
Titre :	Représentante Résidente du PNUD
Signature :	  Date : 05 DEC 2014

ASC